PROCES VERBAL DE COMITE DIRECTEUR
Réunion du vendredi 17 mai 2013

Présents :

ALVES PIRES Alcino
BELRHITI Catherine
BENSALAH Abdelkader
BOBILLIER Jean-Paul
BOULET Philippe
BOUZRAR Maryvonne
CHEREAU Franck
CHEVALLIER Michel
COUSINIE Thierry
DALLERAC Francis

DESCHAMPS Jean-Guy
DIDIER Francis
DUMONT Gamra
FERACCI Jean-Michel
GEORGEON Alain
JULHE Jean-Louis
KERVADEC Michel
LAUFFENBURGER Patrick
LAURENCE Bernardina
MARMION Chantal

MARTINEZ Francisco
ORTEGA Raphaël
PERONNET Dominique
PONTABRI Pierrette
PUVELAND Hervé
RAVASSAUD Raymond
ROMAN Franco
SUDORRUSLAN Rachel
VENET Gilles

Absents excusés : BUI Michel, BUI XUAN Yves, PACCOUD Roger.

Absents non excusés : aucun

Membre de droit : aucun

Ouverture de la séance par le Président à 17h30.

1- ALLOCUTION DU PRESIDENT

✓ Après ces deux assemblées générales électorales, le comité directeur est désormais au complet et est prêt à œuvrer pour la fédération.

Il faut dorénavant laisser derrière soi cette période électorale et devenir une vraie force de proposition pour faire avancer notre fédération.

Il y a une volonté d'avoir une totale transparence vis-à-vis de nos licenciés et pour cela les procès verbaux des organes dirigeants de la fédération seront, dans le futur, en libre accès sur le site internet fédéral.

✓ Concernant les Jeux Olympiques, en fin de mois va se dérouler le congrès de SportAccord où un nouveau Président devra être élu.

En même temps que ce congrès, auront lieu les présentations, devant l'exécutif du CIO, des programmes des disciplines en lice pour intégrer les JO. Comme vous le savez le karaté en fait partie.

Vraisemblablement, trois sports seront choisis par l'exécutif et seront par la suite soumis aux présentations devant le congrès du CIO qui votera pour la discipline retenue.

✓ Le Comité National Olympique et Sportif Français va également procéder à l'élection de son conseil d'administration la semaine prochaine. Pour le poste de Président, un seul candidat s'est déclaré, à savoir, le Président sortant Denis MASSEGLIA.

2- PRESENTATION DES MEMBRES DU COMITE DIRECTEUR

Un tour de table est réalisé afin que l'ensemble des membres du comité directeur puisse se présenter.

3- ADOPTION DU PROCES VERBAL DU COMITE DIRECTEUR DU 15 FEVRIER 2013

Le comité directeur adopte à l'unanimité des suffrages valablement exprimés le procès verbal du comité directeur fédéral du 15 février 2013.

Il est à noter que les membres du comité directeur élus lors de l'assemblée générale élective du mois d'avril 2013, se sont abstenus lors de ce vote, du fait qu'ils n'ont pas assisté à la réunion du comité directeur du 15 février 2013.

4- PRESENTATION PAR LE PRESIDENT DES POLITIQUES GENERALES DE LA NOUVELLE OLYMPIADE

✓ Le projet envisagé s'appuie sur des travaux réalisés par le CNOSF concernant la gouvernance des fédérations sportives.

Le point principal de cette étude, outre le choix des dénominations des organes dirigeants, est le mode de scrutin que doit adopter une fédération. Ainsi, différentes préconisations et possibilités ont été faites. Il apparaît, après une première approche, que l'application du scrutin de liste au sein de notre fédération ne serait pas adaptée. Ce mode de gouvernance est davantage approprié à des structures de types ligues professionnelles.

L'autre sujet d'importance qui est abordé par cette étude est la nécessité de distinguer l'élection du Président de celle du Conseil d'Administration.

D'autres propositions existent également, et on peut retenir par exemple la suppression du système des pouvoirs. Cette mesure concernerait principalement nos organismes régionaux et départementaux.

Il est prévu qu'une première proposition soit réalisée lors de la réunion des Présidents de ligues et comités départementaux.

Dans le même esprit, la règlementation de la CSDGE sera également modifiée pour la saison prochaine. Un document de travail est présenté aux membres du comité directeur. Cependant, il est important de noter qu'il ne s'agit que d'un projet et que celui-ci doit être approuvé lors de la prochaine réunion de la CSDGE, voir modifié.

✓ M. BOBILLIER demande la parole, et il aimerait savoir s'il était possible qu'une explication soit donnée sur la non-reconduction de M. GAUBARD au poste de Trésorier. Le Président indique qu'un exposé a été réalisé lors de la dernière réunion du comité directeur fédéral au sujet de l'ancien Trésorier général, Michel GAUBARD. Toutefois, dans le but d'informer le comité directeur fédéral dans son ensemble, le Président revient sur cet exposé.

Pour illustrer ses propos, le Président communique aux membres du comité directeur, le procès verbal du bureau directeur fédéral qui s'est tenu le 9 novembre 2012. Ce procès verbal a été approuvé à l'unanimité et en présence de M. GAUBARD lors de la réunion suivante du bureau fédéral.

Pour ce qui est des placements non protégés, réalisés par M. GAUBARD à sa propre initiative et sans l'autorisation d'un organe décisionnaire de la fédération, ils sont basés sur la valeur boursière *Eurostock*. La conjoncture économique, et notamment la baisse des cours, font qu'à l'heure actuelle, le capital du placement initial a perdu de sa valeur. La question qui se pose est « quelle suite donner à ces placements ».

Pour un simple rappel, sur les comptes de l'exercice précédent, 70 000 € ont déjà été dépréciés par le Commissaire aux comptes de la fédération.

Après quelques échanges, le comité directeur décide à l'unanimité qu'il convient de vendre ces titres au moment où la fédération sera en mesure de récupérer l'investissement initial, soit 400 000 €.

Ensuite, s'agissant du dossier *Print Platinum* – second dossier dont la gestion par l'ancien Trésorier pose aujourd'hui problème – le Président présente un tableau récapitulatif de l'ensemble des engagements pris par M. GAUBARD au profit de ladite société.

Pour simplement resituer le contexte, cette société a débuté ses relations avec la FFKDA en proposant de racheter le parc copieur, qui était auparavant confié à la société *Sagem*.

Cependant, on s'aperçoit aujourd'hui que les contrats sont surévalués, et à titre d'exemple, le copieur qui se trouve dans le service juridique a été acheté cinq fois le prix du marché. Ainsi, en 2013, la fédération devra s'acquitter de plus de 350 000 € pour seize copieurs, sachant que l'engagement court jusqu'en 2016.

Ces montants extrêmement élevés sont justifiés, aussi bien par la société que par M. GAUBARD, par le partenariat que reverse *Print Platinum* à la fédération ainsi que le rachat des contrats précédents. Toutefois, même en enlevant le partenariat et le rachat sur le montant global, la fédération reste engagée, jusqu'en 2016, sur près de 2 000 000 €.

Ce sont donc les deux raisons pour lesquelles M. GAUBARD n'a pas souhaité se représenter lors des dernières élections.

Après cet exposé, M. CHEVALLIER souhaite préciser que lors d'une réunion du comité directeur de la ligue des Pays de la Loire, dont M. GAUBARD est Président, ce dernier aurait annoncé son intention de quitter ses fonctions. Mais quelque temps après, il s'est ravisé pour annoncer que finalement il restait Président de la ligue.

D'autre part, M. GAUBARD, a expliqué sa non-reconduction au poste de Trésorier fédéral par l'existence d'un problème de personnes et qu'il n'aurait commis aucune faute de gestion lors de sa mandature.

Or, d'après les éléments présentés, il apparaît que le discours de M. GAUBARD est mensonger et qu'il serait juste d'en informer les dirigeants de la ligue des Pays de la Loire.

M. COUSINIE souhaite compléter ces propos en indiquant qu'au vu de tous ces éléments, il est certain qu'une faute de gestion a été commise par l'ancien trésorier de la fédération. Dans tous les cas, il est évident que le règlement financier de la fédération n'a pas été respecté par l'intéressé. Aussi, il demande s'il est possible de mettre en place une commission disciplinaire sur ce cas.

Sur ce dernier point, il est rappelé que les actes répréhensibles pouvant justifier l'emploi du pouvoir disciplinaire sont listés à l'article 433 du règlement intérieur de la FFKDA et qu'il paraît très difficile de les rattacher à une faute de gestion, comme cela est le cas en l'espèce.

5- ETAT DES FINANCES

✓ Le trésorier fait un point sur la trésorerie de la fédération sur cette fin de saison. Il réalise ainsi une présentation en deux étapes, en commençant par les recettes où il met en avant notamment les subventions à venir, et puis les dépenses où il précise particulièrement le montant des salaires pour le mois de juillet qui sera impacté par les primes versées sur ce mois.

Il indique également que les loyers versés dans le cadre du Pôle Montpellier vont s'arrêter. Au final, la prévision pour le mois d'août est un manque en trésorerie pour un montant de 576 879 €, si nous ne percevons pas les subventions qui nous sont dues, d'ici la fin du mois d'août. En effet, dans le cadre de la construction du Pôle Montpellier, la fédération est en attente des subventions du CNDS, pour un montant de 340 000 €, et du Conseil régional, pour un montant de 200 000 €.

Aussi, il convient d'indiquer que la fédération est également en attente d'un remboursement de TVA, pour un montant de 240 000 €. En outre, il ne faut pas oublier que la fédération a directement participé au financement des Championnats du Monde mais aussi du Pôle Montpellier.

En fonction de l'évolution, il va se poser la question de savoir si la fédération aura besoin d'un financement relais de la part de sa banque sur une période de deux mois. Cela aura un coût d'environ 1 500 €.

✓ Concernant le bilan, les prévisions s'accordent sur un résultat négatif d'environ 200 000 €, compte tenu que 158 000 € de charges ont déjà été affectés à l'exercice 2011/2012. Ce

sont des prévisions plutôt satisfaisantes du fait de l'investissement réalisé par la fédération sur les Championnats du Monde.

Le fait est, également, que nous ne connaissons pas encore toutes les factures. Donc il est important de rester prudent.

6- REVISION DU BUDGET 2013/2014

Le budget prévisionnel pour la saison 2013/2014, qui a été voté lors de la dernière assemblée générale ordinaire, sera révisé par le bureau fédéral, du fait notamment de la fermeture du Pôle de Talence.

Il sera ensuite soumis, au comité directeur fédéral, pour approbation.

7- PROCEDURES DE REMBOURSEMENT DE FRAIS

Il s'agit là également d'une problématique sur laquelle il faudra se pencher à l'avenir.

A titre d'exemple, l'organisation d'une assemblée générale coûte environ 50 000 € à la fédération. Il faudra donc dans le futur, rationaliser davantage ces dépenses.

Il en est de même pour les compétitions où le système de remboursement mis en place est assez compliqué. Et il faudra aussi s'interroger sur l'utilité de rembourser un Champion de France, par exemple, en sachant que son club perçoit des subventions de la part de collectivités pour ce type de manifestation.

Cette réflexion est nécessaire car aujourd'hui, la crise économique qui touche également la fédération, ne nous permet plus de garder le fonctionnement actuel.

C'est également le cas pour les équipes techniques régionales. On pourrait ainsi réfléchir à la mise en place d'une direction administrative régionale.

8- DESIGNATION DE LA COMMISSION FINANCIERE

Cette commission sera sous la responsabilité du Trésorier de la fédération, qui en sera par conséquent membre. La proposition de la commission est la suivante :

- Michel BUI ;
- Alcino ALVES PIRES ;
- Francis DIDIER ;
- Michel CHEVALLIER ;
- Jean-Luc DOMAT ;
- Maryvonne BOUZRAR ;
- Jean-Paul BOBILLIER.

Cette proposition est acceptée à l'unanimité.

9- POINT SUR LES LICENCES

Aujourd'hui, il faut continuer à faire la publicité auprès des clubs sur la demande de licence en ligne.

Pour la mise en place, un contrat envers les clubs existe. L'intérêt essentiel de ce document est de s'assurer que les obligations au niveau de l'information dans le domaine des assurances soient réalisées. C'est une manière de responsabiliser les clubs.

Il faut bien évidemment, dans ce discours promotionnel, mettre en avant les avantages de ce système : paiement décalé, prise de licence immédiate, gestion de la base plus facile...

Actuellement, 50 % des clubs, représentant 60 % des prises de licences, ont adhéré à ce système.

Concernant les nouveautés, l'étiquette utilisée pour le passeport sportif sera dorénavant gérée par la ligue et cela pour une raison de coût du fait que plusieurs étiquettes seront imprimées sur une même feuille.

L'objectif de cette olympiade en la matière sera la dématérialisation de la licence.

10-PROJETS DE LA SAISON 2013/2014

✓ Il y aura une mise en place des assises régionales. L'objectif sera de faire le tour de l'ensemble des régions avec un objectif d'échange et de proximité.

Outre les dirigeants, les clubs seront également invités à y participer. Tous les sujets pourront être abordés et évoqués.

✓ Un document récapitulatif de l'organisation générale de la fédération a été distribué au comité directeur. On y retrouve principalement les rôles et missions des membres du bureau fédéral.

Il y a également une lettre de mission adressée à Mme LAURENCE.

✓ Une évolution du règlement des compétitions est également prévue. Le document devrait être finalisé pour la fin du mois de juillet.

✓ Une ébauche de calendrier pour la saison prochaine est également présente dans les dossiers remis aux membres du comité directeur. Il ne s'agit là aussi que d'un projet et la version définitive devrait vous être envoyée au mois de juillet.

✓ La question de la modification des statuts a été abordée précédemment.

✓ La réglementation des grades va également subir d'importantes modifications. Celles-ci sont récapitulées dans le projet distribué aux membres du comité directeur. Encore une fois, il ne s'agit que d'un projet et il convient d'attendre la validation définitive de la CSDGE.

✓ Quelques nouveautés vont également voir le jour au niveau du service communication de la fédération, dont la composition est présentée au comité directeur.

Des travaux ont débuté sur la mise en place d'un nouveau site internet. Le module utilisé pour le site des Championnats du Monde sera réutilisé avec une nouvelle arborescence. Ce nouveau site pourra être transposé aux ligues et aux comités départementaux.

Par ailleurs, un travail est également mené sur la charte graphique de la fédération. Pour ce faire, quatre agences ont été consultées.

L'objectif principal est de dynamiser l'image de la fédération.

11-RENOUVELLEMENT DE LA DIRECTION TECHNIQUE NATIONALE

✓ La nomination du nouveau Directeur Technique National devrait se faire d'ici quinze jours. M. CHARRE, le précédent DTN, occupe désormais le poste de sous-directeur au sein du Ministère des sports.

✓ Il n'y a pas eu de renouvellement de la délégation pour la discipline de full contact. La fédération a ainsi adressé une demande officielle auprès du Ministère des sports. Un avis sera également donné par le CNOSF en la matière.

✓ Le Certificat de Qualification Professionnelle a été « rapatrié » au niveau de la fédération, d'où la mise en place dès cette année d'un CQP national. Cette initiative est due au fait que les ligues, qui en avaient la charge, établissent un nombre trop important de diplômes. L'objectif principal a été perdu, à savoir que les titulaires d'un CQP doivent pourvoir un poste d'enseignant rémunéré.

Ainsi, l'année prochaine, quatre sessions seront mises en place (deux au nord et deux au sud) et elles seront gérées par la fédération. Pour les ligues qui souhaiteraient reconduire cette formation et ainsi recevoir de nouveau l'autorisation leur permettant d'organiser les formations CQP au niveau de leur ligue, leur responsable de l'école des cadres devront assister à l'une de ces sessions.

12-ARTS MARTIAUX VIETNAMIENS

✓ Pour les disciplines relevant des Arts Martiaux Vietnamiens, une sous commission des grades sera mise en place. Pour qu'elle prenne effet dès la saison prochaine, il sera nécessaire qu'une proposition soit faite auprès de la CSDGE, lors de sa prochaine réunion.

✓ Les Championnats du Monde Vovinam Viet Vo Dao seront organisés par la FFKDA du 5 au 7 juillet prochain. Les préparations sont en cours.

A l'heure actuelle, 25 pays sont inscrits. Des invitations seront adressées aux ligues et comités départementaux.

13-INFORMATIONS GENERALES

✓ Le comité directeur est informé que M. FORESTIER a réalisé un recours auprès de la Conférence des conciliateurs du CNOSF pour contester le résultat de l'assemblée générale électorale, et notamment l'élection de M. PUVELAND.

Ce recours a été jugé comme irrecevable par le CNOSF.

Cependant, ce qui est dérangeant dans cette démarche c'est que M. FORESTIER réalise un recours contre la fédération en tant que Président de la ligue Dauphiné Savoie et au nom de cette dernière.

✓ Mme DUMONT a adressé un courrier à la fédération pour décrire ce qu'elle a subi lors d'une réunion du CCRAK (Comité de Coordination Rhône-Alpes de Karaté). Elle récapitule ainsi les faits avec grande émotion et met en avant l'attitude méprisante et insultante qu'a eu M. CIPRIOTIS - Président de la ligue du Lyonnais, à son égard. Vu la virulence des attaques, elle a même été contrainte à quitter ladite réunion. En conclusion, elle demande à ce qu'une commission disciplinaire soit mise en place à l'encontre de M. CIPRIOTIS.

A ce titre, et conformément aux statuts, il est précisé que seul le bureau fédéral a compétence pour saisir la commission disciplinaire. Ce n'est pas de la prérogative du comité directeur fédéral.

M. PUVELAND souhaite également faire part de son expérience lors d'un passage au sein de la ligue du Lyonnais. Ainsi, lors d'une réception qui suivait le Championnats de France karaté contact – financé par la fédération – et dont l'organisation a été confiée à cette ligue, M. PUVELAND s'y est rendu afin de saluer quelques arbitres. Après quelques minutes de présence, M. PUVELAND, de manière assez vive, s'est vu ordonner, par des dirigeants de la ligue, de quitter les lieux au motif qu'il ne serait pas le bienvenu au sein de cette ligue.

Après ces témoignages, le comité directeur, à l'unanimité, soumet à destination du bureau fédéral, une préconisation allant dans le sens de l'engagement par ce dernier d'une procédure disciplinaire car les comportements décrits sont jugés comme injustifiables.

14- QUESTIONS DIVERSES

✓ M. GEORGEON indique qu'une réunion d'envergure nationale sur le handicap dans le sport est prévue et il demande s'il peut s'y rendre ? Et d'autre part, il voudrait savoir si la fédération a la possibilité de lui fournir une statistique sur le nombre de licenciés en situation d'handicap qu'elle a en son sein ?

Réponse : Concernant la première question, il est bien évident qu'aucune opposition n'existe en la matière mais il est rappelé que la question des commissions sera abordée lors d'une prochaine réunion du comité directeur.

Compte-rendu du Comité Directeur
Procès Verbal de la réunion du 17 mai 2013

Pour ce qui est de la seconde demande, la fédération n'est pas en mesure de fournir une telle information du fait que la fédération n'a jamais mis en place un système permettant un retour, sur ce point, de la part des clubs.

✓ M. DESCHAMPS informe le comité directeur qu'il est possible de réaliser un dossier auprès des rectorats afin d'intégrer le karaté en tant qu'épreuve du baccalauréat. Ainsi, il réalisera dès cette année une telle démarche et restera à disposition des personnes intéressées pour les accompagner dans une démarche similaire.

Cette initiative est jugée comme étant très bonne.

Aucune question diverse n'étant formulée, le Président clôt la réunion du comité directeur à 21h15.

Le Président
Francis DIDIER

Le Secrétaire Général
Alcino ALVES PIRES